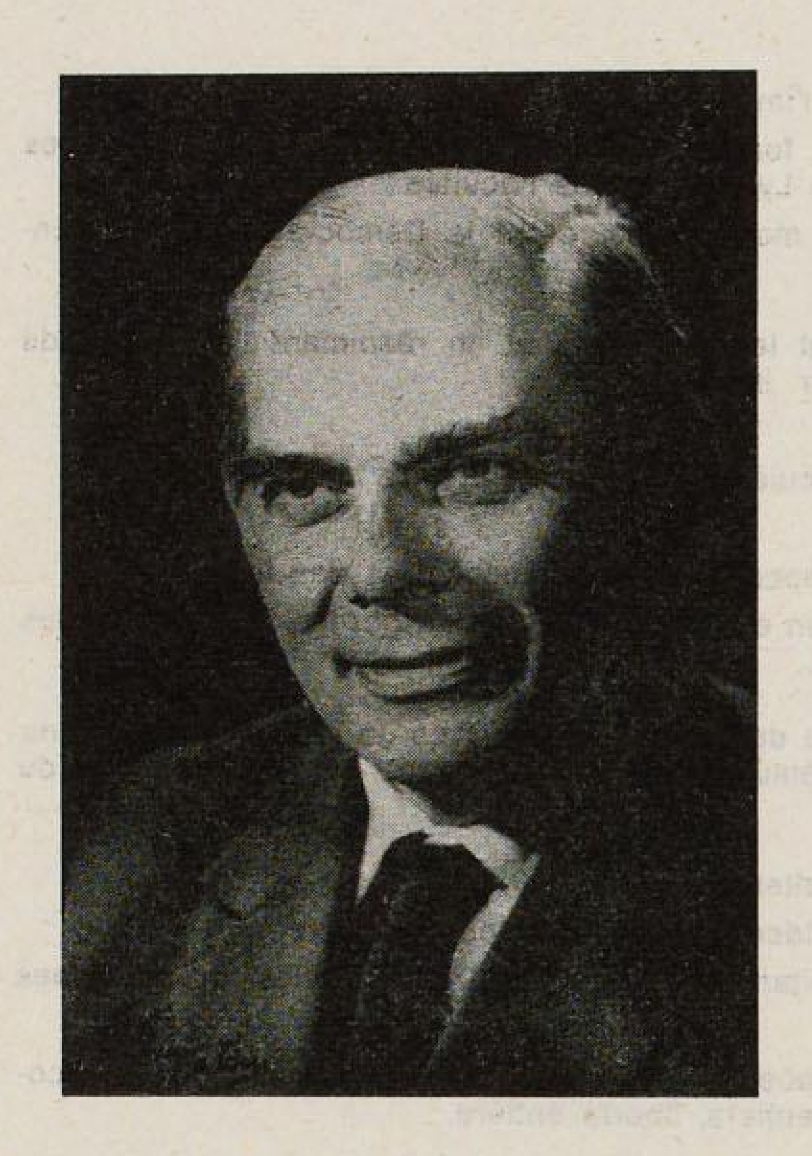


Marcel DEVILLE

Vice-Président du Comité de Libération de Nancy

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Remplaçant éventuel :

Marc GROSJEAN

Professeur de Lycée

Electrices, Electeurs,

Sollicité par mes amis Républicains et Démocrates de faire acte de candidature aux Elections Législatives, je me présente à vos suffrages dans la 3e Circonscription de Nancy.

Il importait, en effet, qu'il y ait un candidat susceptible de rassembler les voix de ceux qui se refusent à voter soit pour un candidat du Pouvoir, soit pour un candidat du Parti Communiste.

Attaché à mon pays natal, je n'admets pas que la Lorraine et sa capitale Nancy, deviennent une zone de second ordre. J'estime urgent qu'une structure nouvelle soit donnée à notre économie régionale afin d'enrayer le chômage et d'assurer un emploi stable à tous nos compatriotes.

Il ne saurait y avoir d'avenir heureux sans une politique de Paix, de Liberté et de progrès, c'est pourquoi je me prononce contre

- la course aux Armements,
- la constitution d'une Force de Frappe inefficace pour notre protection, dangereuse pour notre sécurité et ruineuse pour notre économie.

Je préconise une politique de Coopération Pacifique entre tous les peuples d'Europe, fondée sur le Désarmement et le respect intangible de toutes les frontières actuelles et notamment de celles sur l'Oder et la Neisse.

Attaché à toutes les Libertés, j'engage les Français à redevenir des hommes libres en luttant pour que le Peuple à qui appartient la souveraineté nationale soit en mesure de l'exercer.

Prétendre recourir à l'article 16 en cas d'échec électoral de l'U.N.R., c'est menacer d'un coup d'Etat la République.

Partisan d'une République Sociale, j'estime qu'il faut choisir entre les dépenses de prestige et les investissements productifs.

- Pas d'augmentation d'impôts pour payer une force de Frappe dérisoire.
- Pas d'augmentation d'impôts pour entretenir des polices parallèles.
- Pas d'augmentation d'impôts pour payer des voyages lointains et coûteux.
- Pas d'augmentation d'impôts pour maintenir la durée du Service Militaire à 16 mois alors que 6 suffisent.

Ainsi seront libérés :

- des crédits pour la construction de logements à loyer proportionné à l'importance des salaires ;
- des crédits pour l'Enseignement, qu'il s'agisse de construction ou de fonctionnement, aussi bien pour des Ecoles maternelles et primaires que pour des Collèges d'Enseignement, des Lycées ou des Facultés ;
- des crédits d'attribution de bourses et d'allocations d'Etudes car ces moyens assureront la Démocratisation de l'Enseignement.

Les Français veulent mettre fin à la dictature de la Capitale en fortifiant les structures et en réanimant l'économie de notre région qui leur garantira une autorité politique suffisamment forte pour imposer :

- la modernisation et l'humanisation de l'équipement hospitalier ;
- la création et l'entretien d'un réseau d'autoroutes qui facilitera la circulation entre les Pays du Marché Commun ;
- le percement prochain du canal du Rhône au Rhin ;
- le développement d'un équipement culturel, sportif et artistique indispensable à l'aménagement des loisirs ;
- la réalisation effective d'un contrat économique passé entre la Nation et l'Etat qui devra corriger les faiblesses et les omissions du 5e Plan en vue d'améliorer une production insuffisante.

Ce collectif permettra sans manipulation monétaire d'accroître le niveau de vie des forces vives de la Nation. Un avenir plus heureux pour les Français ne peut être que le fruit d'une plus juste rémunération, qu'il s'agisse du secteur privé, du secteur nationalisé ou du secteur public.

- Ce serait, en effet, simple justice que de réajuster les salaires et traitements.
- Ce serait, en effet, simple justice que d'intégrer l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite.
- Ce serait, en effet, simple justice de compenser les handicaps exhorbitants dont souffrent nos petites et moyennes entreprises au regard des trusts commerciaux et industriels.
- Ce serait, en effet, simple justice que de donner à la Femme la place productive qui lui revient dans la vie économique de la Nation : à travail égal, salaire égal ; à droits civiques entiers, liberté entière.

En me présentant à vos suffrages, je n'ignore pas que j'engage un combat difficile. Je ne dispose d'aucun des moyens mis au service des candidats de la Majorité.

- Je n'ai pas à mon service d'Agence de Publicité.
- Je ne dispose pas des écrans de la Télévision pour m'adresser à Vous aux heures des repas.
- Je n'achète pas mes Electeurs avec des porte-clefs, **fanions** et gadgets.

Républicain de Progrès, j'ai toujours défendu sans aucune défaillance, et notamment de 1940 à 1944, la Paix et toutes les Libertés.

Aujourd'hui, à une heure décisive, pour le destin de la France, c'est au nom de ces mêmes libertés que je me dresse face au candidat du Pouvoir pour exiger le Respect de la Légalité Républicaine, et pour que soit assuré l'Avenir de la Démocratie et le salut de la France.

VOTEZ

Marcel DEVILLE

Remplaçant éventuel : **Marc GROSJEAN**

I. N. - Nancy

Vu, le candidat.